



Conseil économique et social

Distr. générale
28 mars 2012
Français
Original : anglais

Comité du programme et de la coordination

Cinquante-deuxième session

Session d'organisation, 26 avril 2012

Session de fond, 4-29 juin 2012

Point 4 de l'ordre du jour provisoire*

**Questions de coordination : Nouveau Partenariat
pour le Développement de l'Afrique**

Appui du système des Nations Unies au Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport expose les activités menées par divers organismes des Nations Unies à l'appui du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) depuis juin 2011 et s'articule autour des neuf groupes thématiques établis dans le cadre du Mécanisme de coordination régionale des organismes des Nations Unies œuvrant en Afrique, à l'initiative de la Commission économique pour l'Afrique (CEA).

Il souligne la nécessité pour les organismes des Nations Unies de mieux évaluer l'impact de leur soutien sur la mise en œuvre du NEPAD et appelle à un appui plus cohérent de l'ONU aux pays d'Afrique dans la mobilisation de ressources financières pour le développement de l'Afrique, notamment au titre des projets et programmes du NEPAD.

* E/AC.51/2012/1.



I. Introduction

1. À sa quarante-cinquième session, le Comité du programme et de la coordination a recommandé que l'Assemblée générale prie le Secrétaire général de faire rapport au Comité à sa quarante-sixième session, et tous les ans par la suite, sur l'appui fourni par les organismes des Nations Unies au NEPAD, qui est un programme de l'Union africaine (voir A/60/16, par. 237). L'Assemblée a entériné cette demande dans sa résolution 66/8.

II. Appui à la mise en œuvre du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique

2. À partir des informations reçues de chacun d'eux, le présent rapport décrit les activités entreprises depuis juin 2011 par les organismes des Nations Unies afin de soutenir le NEPAD. Cet appui s'articule autour de neuf groupes thématiques correspondant aux priorités du NEPAD.

A. Développement des infrastructures

3. Le groupe thématique du développement des infrastructures, coordonné par la CEA, se subdivise en quatre sous-groupes : l'eau et l'assainissement, l'énergie, les technologies de l'information et des communications (TIC) et les transports. L'élaboration du cadre stratégique du Programme de développement des infrastructures en Afrique, qui a été lancé par l'Union africaine en 2010, a avancé et il sous-tend les activités de ce groupe.

4. Durant la période considérée, la Banque mondiale s'est engagée à financer les activités dans les domaines prioritaires décrits dans le programme Africa Action pour 2010-2015 de l'Union africaine/NEPAD à hauteur de 688 millions de dollars par l'intermédiaire de son Association internationale de développement. L'appui de la Banque mondiale porte sur 10 opérations concernant les infrastructures régionales, le développement du commerce et du secteur privé et l'environnement, y compris plus de 800 kilomètres de routes sur les axes de transport prioritaires du NEPAD. Des investissements correspondants sont en cours de réalisation dans les ports, les ponts et les installations des postes frontière conjoints situés sur ces axes, et sont assortis d'autres mesures de facilitation du commerce afin d'augmenter la compétitivité à l'exportation des pays africains et de stimuler le commerce régional. En conséquence, les temps de transit ont diminué de plus de 50 % sur l'axe Tema-Ouagadougou dans le cadre du programme de facilitation du commerce et des transports d'Afrique de l'Ouest.

5. Dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, ce groupe a continué d'apporter un appui important au Conseil des ministres africains sur l'eau et au Fonds africain pour l'eau au titre du processus préparatoire régional africain du sixième Forum mondial de l'eau. Il a aussi permis de fournir un appui humain et technique au NEPAD et aux communautés économiques régionales, aux administrations nationales et aux organisations liées aux différents bassins hydrographiques. Il a également contribué à mieux diffuser l'information par la création d'une stratégie de publication du *Rapport sur la mise en valeur des ressources en eau en Afrique*.

6. Afin de développer les énergies durables, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a lancé des projets nationaux et régionaux pour aider les pays africains à utiliser des modèles de planification énergétique afin d'intégrer la planification énergétique dans l'économie. Étant donné l'intérêt croissant de l'Afrique pour l'utilisation de l'énergie atomique pour la production d'électricité, l'Agence a aidé certains pays à réaliser des études de faisabilité dans ce domaine.

7. L'Union internationale des télécommunications (UIT), par le biais de son projet d'harmonisation des orientations en matière de technologies de l'information et des communications (TIC) en Afrique subsaharienne, a appuyé la création de lois types par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et leur transposition dans les instruments juridiques des pays ouest-africains. Au sein de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), les lois types et les orientations sont mises à jour pour tenir compte des technologies actuelles. L'appui de l'UIT a contribué à créer un environnement favorable et un cadre réglementaire propice aux investissements publics et privés dans l'infrastructure africaine des TIC.

8. En octobre 2011, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement a présenté son premier examen de politique générale sur les TIC au Gouvernement égyptien. Cet examen évalue les principales réalisations enregistrées et les problèmes qui restent à régler dans le domaine des infrastructures des TIC, le développement de compétences dans le domaine des TIC, l'utilisation des TIC dans le système éducatif, l'élaboration de contenus électroniques en arabe et la promotion d'un secteur des TIC tourné vers l'exportation.

9. Le Bureau du Haut Représentant pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement a réalisé une étude intitulée : « The context for developing an intergovernmental agreement to underpin the Trans-African Highway » (Contexte de la création d'un accord intergouvernemental visant à appuyer la route transafricaine) et, en septembre 2011, a réuni avec la CEA et la Commission de l'Union africaine un groupe d'experts afin de soutenir l'élaboration par les pays d'Afrique d'un accord intergouvernemental visant à appuyer la construction de la route transafricaine. Le groupe d'experts a recommandé d'accélérer l'adoption de normes et directives continentales minimales uniformes pour la conception, la construction, l'entretien et l'exploitation de cette route et a adopté un accord intergouvernemental qui lui servira de cadre juridique. En conséquence, en janvier 2012, le Sommet de l'Union africaine a entériné une déclaration ministérielle sur la route transafricaine.

10. L'Organisation maritime internationale (OMI), dans le cadre de son programme intégré de coopération technique, a continué d'aider les pays d'Afrique à réduire le nombre d'accidents sur les voies navigables intérieures en élaborant un modèle de réglementation en matière de sécurité pour les navires de taille non conventionnelle et les bateaux de pêche opérant en Afrique et en organisant en novembre 2011 un atelier régional et un séminaire de formation au profit des pays non francophones d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. Elle a aidé un certain nombre de pays côtiers d'Afrique à créer un dispositif international de recherche et de sauvetage et de détresse et de sécurité en mer. Elle a également aidé plusieurs pays africains à élaborer leur législation maritime.

11. Par son programme relatif à l'énergie, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a continué d'introduire les techniques d'exploitation des énergies renouvelables, notamment dans les zones rurales et

éloignées, afin de promouvoir l'efficacité énergétique et les sources d'énergie renouvelables dans la production en Afrique de l'Ouest. En juin 2011, l'ONUDI a coorganisé le Forum de haut niveau de Vienne consacré à « L'énergie durable pour l'action », qui mettait l'accent sur la pauvreté énergétique et sur les moyens d'augmenter l'accès à l'énergie dans les pays en développement. À l'issue de ce forum, les ministres ont appuyé trois objectifs clairs pour le plan d'action en matière d'énergie, à savoir : assurer un accès universel aux formes modernes d'énergie pour tous d'ici à 2030; réduire l'intensité énergétique mondiale de 40 % d'ici à 2030; et augmenter la part des sources d'énergie renouvelables de 30 % d'ici à 2030.

B. Gouvernance

12. Le groupe thématique de la gouvernance, coordonné par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), appuie les programmes de gouvernance de la Commission de l'Union africaine, de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD (APCN) et des communautés économiques régionales.

13. La CEA a continué d'apporter un soutien technique aux missions sur le terrain du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs. En gérant le Fonds d'affectation spéciale multidonateurs du Mécanisme, le PNUD favorise le soutien financier des partenaires au secrétariat et aux activités du Mécanisme telles que les examens de pays. Il s'emploie avec le secrétariat à améliorer le respect des obligations en matière de présentation de rapports aux donateurs du Fonds d'affectation spéciale et à plaider la cause des pays d'Afrique en faveur d'un soutien constant. L'appui du PNUD au Mécanisme africain d'évaluation par les pairs a aidé 30 pays à y accéder, tandis que 14 ont été évalués par leurs pairs.

14. Le PNUD a également apporté un soutien direct aux pays pour accélérer leurs démarches dans le cadre du Mécanisme. Cela a notamment permis au Kenya de terminer sa deuxième évaluation en juillet 2011. De plus, l'Afrique du Sud, l'Algérie, le Bénin, le Burkina Faso, le Lesotho, le Nigéria, l'Ouganda et le Rwanda ont commencé à mettre en place leurs programmes d'action nationaux respectifs et ont présenté des rapports d'étape au Forum du Mécanisme. En outre, le PNUD et la CEA ont contribué à renforcer les liens de synergie entre le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, les programmes d'action nationaux et d'autres instruments nationaux de développement par la publication d'un document d'orientation visant la création d'un cadre de dépense à moyen terme afin d'harmoniser ces différents dispositifs.

15. Le Pacte mondial des Nations Unies et ses partenaires du réseau local en Afrique du Sud, en Égypte et au Nigéria ont lancé un projet quadriennal pour promouvoir l'action collective comme moyen de remédier aux difficultés de la lutte contre la corruption. À ce propos, une série d'ateliers et de réunions ont été organisés de mars à décembre 2011 auxquels ont pris part le secteur privé, les gouvernements et les autres parties prenantes.

16. Le Fonds des Nations Unies pour la démocratie (FNUD) a contribué à renforcer à la fois la démocratie et les droits de l'homme et l'état de droit en Afrique australe. Le Fonds a aussi appuyé des projets de gouvernance et de réconciliation au Burundi et des initiatives de renforcement des capacités des organisations de la société civile qui œuvrent pour la démocratie au Burkina Faso et en Gambie; il a également favorisé l'interaction entre les institutions judiciaires et la société civile

sur les questions relatives à la démocratie en Guinée. Le Fonds a d'autres projets concernant l'éducation civique des électeurs dans les communautés pastorales du Kenya, le soutien aux médias en vue de l'autonomisation des collectivités du Malawi, et la gouvernance locale au Mali.

17. L'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation de la femme (ONU-Femmes) a aidé des pays d'Afrique à augmenter la participation et la représentation des femmes en politique en défendant le système de quotas. En conséquence, certains pays ont rendu légales des dispositions favorisant la discrimination positive en établissant des lois sur les quotas. Huit des 25 pays les plus avancés au monde en matière de représentation des femmes dans les organes parlementaires sont des pays d'Afrique : l'Afrique du Sud, l'Angola, le Burundi, le Mozambique, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda et les Seychelles. Les femmes occupent plus de 30 % des fauteuils parlementaires de chacun de ces pays.

18. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a coordonné un Groupe restreint interinstitutions pour appliquer les recommandations et un plan d'action en vue d'une campagne de ratification universelle du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés et de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant. Cette campagne a été immédiatement suivie d'effets, puisque la Tunisie s'est engagée publiquement à entamer le processus de ratification de la Charte. Le Groupe restreint s'est réuni régulièrement et a aidé la Commission de l'Union africaine à établir des documents d'information en vue d'une conférence continentale sur la ratification de ces instruments prévue en 2012.

C. Paix et sécurité

19. Le groupe thématique de la paix et de la sécurité est coprésidé par le Bureau des Nations Unies auprès de l'Union africaine, au nom du Département des affaires politiques du Secrétariat, et par le secrétariat du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Il compte trois sous-groupes : architecture africaine de paix et de sécurité; reconstruction et développement après un conflit; droits de l'homme, justice et réconciliation. Conformément aux décisions prises à la onzième réunion du Mécanisme de coordination régionale, des efforts sont en cours pour créer un sous-groupe sur la préparation aux situations d'urgence et l'organisation des secours afin de lier les opérations d'aide humanitaire aux questions de paix et de sécurité en Afrique.

20. Le Département des affaires politiques a augmenté son soutien à la sous-région de l'Afrique centrale en ouvrant le nouveau Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale à Libreville, qui coordonne l'appui du système des Nations Unies aux organisations sous-régionales, notamment la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, en soutenant le dialogue politique interne et la médiation et en coordonnant les efforts visant à s'attaquer aux questions transfrontalières, comme la piraterie et la menace que constituent les groupes armés non étatiques. Cela étant, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a continué d'aider l'Union africaine à élaborer une stratégie régionale de protection des civils dans les zones touchées par l'Armée de résistance du Seigneur en s'assurant que le groupe de travail régional respecte le droit humanitaire international et les droits de l'homme. De plus, le Département des affaires politiques, par l'intermédiaire du Bureau des Nations

Unies pour l'Afrique de l'Ouest, a appuyé la CEDEAO par des missions conjointes en Guinée et au Libéria. Le Bureau a continué d'appuyer la direction de la CEDEAO chargée de l'alerte rapide pour l'aider à améliorer ses compétences en matière d'analyse politique et d'établissement de rapports à ce sujet.

21. Le Département des affaires politiques a, au titre du renforcement de ses capacités, aidé la SADC à créer son Groupe de soutien aux élections et son Conseil consultatif électoral. Un mémorandum d'accord a été signé entre l'Organisation des Nations Unies et la SADC en septembre 2011. Le soutien du Département a notamment revêtu la forme d'une aide à l'élaboration du site Web et du portail du Conseil consultatif électoral et la fourniture d'un appui technique à la Mission d'observation déployée par la SADC en République démocratique du Congo au cours des récentes élections.

22. En collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix et d'autres partenaires, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a contribué à la rédaction d'un projet de directives de l'Union africaine pour la protection des civils dans les opérations d'appui à la paix. Le Bureau a aidé la Commission de l'Union africaine à entreprendre des missions d'évaluation de la situation humanitaire au Kenya, au Libéria, en Sierra Leone, en Somalie, au Soudan et au Zimbabwe. Dans le domaine de la coordination civilo-militaire, le Bureau a contribué à l'élaboration d'un cadre opérationnel pour la Force africaine en attente et préparé le personnel militaire aux opérations d'appui à la paix de l'Union africaine.

23. Pour soutenir la consolidation de la paix, la Commission de consolidation de la paix est restée impliquée au Burundi, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Libéria, en République centrafricaine et en Sierra Leone. En novembre 2011, le Gouvernement du Rwanda, en collaboration avec la Banque africaine de développement et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, a accueilli la réunion de haut niveau sur la consolidation de la paix après les conflits portant sur l'expérience du Rwanda. En réunissant des pays qui sont à l'ordre du jour de la Commission de consolidation de la paix et qui sortent d'un conflit, ainsi que la Banque mondiale et l'Union africaine, cette rencontre a aidé les États à tirer des leçons des réalisations du Rwanda en matière de consolidation de la paix et s'est attaquée à un grand nombre de défis propres aux sorties de conflit.

24. Afin de renforcer la cohérence des interventions portant sur les liens entre paix et développement, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique a réuni en décembre 2011 un groupe d'experts sur la paix, la stabilité et le développement en Afrique. Cette réunion a servi de cadre d'échange d'expérience et d'instauration de partenariats afin de faire avancer la paix, le développement et la stabilité. Elle a permis de mieux cerner les différents enjeux, notamment la capacité des États et des organisations sous-régionales à être des chefs de file en matière de paix, de relèvement et de développement, et à aider les États et les autorités locales à jouer leur rôle de garants de la stabilité, de l'emploi et de la sécurité à leur population.

25. Après l'entérinement du Plan d'action révisé de l'Union africaine pour le contrôle des drogues et la prévention de la criminalité (2007-2012), par les dirigeants africains, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) a appuyé l'application de ce plan d'action conjointement avec la Commission de l'Union africaine. L'appui de l'UNODC prévoyait un soutien technique et politique à la mise en œuvre du Plan d'action, des ateliers régionaux sur les zones clefs de contrôle des drogues et de prévention de la criminalité, et l'intégration systématique de ces préoccupations dans les plans de développement aux niveaux continental, régional et

national et dans les stratégies des pays relatives aux objectifs du Millénaire pour le développement. Ces initiatives ont contribué à l'amélioration des réformes du secteur de la sécurité, à la paix et à la mise en place d'institutions.

26. Dans le cadre de son programme régional relatif au contrôle des drogues, à la prévention de la criminalité et à la réforme de la justice pénale dans les États arabes pour la période 2011-2015, l'UNODC a aidé les pays d'Afrique du Nord à s'attaquer aux nouvelles priorités nationales dans les domaines du contrôle des drogues et de la prévention de la criminalité et du terrorisme après leur passage à la démocratie. De même, il a aidé les pays d'Afrique de l'Ouest à créer et à appliquer des programmes nationaux cohérents de lutte contre le trafic et la criminalité organisée.

27. L'UNODC, le Département des opérations de maintien de la paix et le Département des affaires politiques ont conçu l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest pour les pays sortant d'un conflit, comme la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Libéria et la Sierra Leone. La principale composante de cette initiative consiste à créer des cellules de lutte contre la criminalité transnationale dans chaque pays et à les rattacher à un centre régional afin de regrouper et d'échanger les données et les renseignements recueillis et de promouvoir la collaboration transfrontalière.

28. L'UNODC a pris part à une mission interinstitutions des Nations Unies au Sahel pour évaluer les menaces qui pesaient sur la sécurité de la région au lendemain de la crise en Libye et qui étaient liées notamment à la criminalité organisée, à la lutte contre le terrorisme et au trafic d'armes. De plus, en réaction aux nouvelles menaces comme la piraterie maritime dans le golfe de Guinée, l'UNODC a dirigé une mission d'évaluation conjointe des risques avec le Département des affaires politiques et d'autres partenaires dans la région et procédé notamment à des consultations avec des organisations régionales telles que la CEDEAO, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et la Commission du golfe de Guinée pour en déterminer l'ampleur.

D. Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural

29. La coordination et la présidence du groupe thématique « Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural » sont assurées par la Commission de l'Union africaine et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

30. Ce groupe ayant pour mission d'assurer la cohérence, la synergie et la complémentarité des activités pour mieux coordonner l'appui fourni par l'ensemble du système des Nations Unies au Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA), il a entrepris d'élaborer un programme de renforcement des capacités à moyen terme pour soutenir le travail de la Commission de l'Union africaine et de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD, lequel a à ce jour permis de terminer l'évaluation des besoins et de rédiger un projet de programme devant être parachevé d'ici à juin 2012.

31. Pendant la période considérée, la Mauritanie, le Mozambique et les Seychelles ont signé un pacte avec le PDDAA, ce qui porte à 30 le nombre de pays s'étant engagés dans le processus. Vingt et un pays ont formulé un plan national d'investissement agricole. La FAO a assisté l'Éthiopie, le Libéria, le Niger, le Rwanda, la Sierra Leone et le Togo dans leur demande d'accès aux ressources au titre du programme mondial sur l'agriculture et la sécurité alimentaire qui a reçu une

réponse favorable. Afin de s'assurer que les programmes nationaux de sécurité alimentaire sont cohérents eu égard au Programme national de développement de l'agriculture, la FAO a aidé la Côte d'Ivoire et la Guinée à harmoniser les leurs avec leurs plans nationaux d'investissement agricole respectifs.

32. Le PNUD a contribué à renforcer le secteur agroalimentaire africain dans son ensemble en organisant le Forum Agribusiness 2011 et un dialogue de haut niveau entre secteur public et secteur privé sur le thème « Pour une croissance qui profite à tous dans le secteur agroalimentaire », qui a débouché sur l'adoption de la Déclaration de Johannesburg dans laquelle le secteur privé s'engage à faire progresser l'agro-industrie, la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique.

33. Dans le cadre de l'Initiative pour le développement de l'agribusiness et des agro-industries en Afrique, la FAO et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) ont aidé le Burkina Faso, les Comores, le Ghana, le Libéria, Madagascar, le Nigéria, la République démocratique du Congo, la République-Unie de Tanzanie, le Rwanda, la Sierra Leone et le Soudan à évaluer les graves difficultés qui pèsent sur leur secteur agroalimentaire et qui empêchent ces pays de donner de la valeur ajoutée à leur production agricole au moyen de la transformation des produits agricoles, du traitement après récolte, de la gestion de la chaîne logistique et de la promotion du commerce; à élaborer et à adopter des mesures concrètes favorisant l'essor de l'agro-industrie, en étroite collaboration et consultation avec les parties prenantes et les institutions financières internationales; et à mobiliser les ressources disponibles par l'intermédiaire de la Banque africaine de développement, la Banque mondiale, le Fonds international de développement agricole et d'autres bailleurs d'aide bilatérale et multilatérale.

34. Dans le cadre de la Stratégie régionale africaine pour la nutrition (2005-2015) révisée, le Programme alimentaire mondial (PAM) et la Commission économique pour l'Afrique (CEA) ont aidé la Commission de l'Union africaine à réaliser une étude sur le coût financier de la faim en Afrique, dont l'objectif est de sensibiliser au problème de la dénutrition infantile, de permettre de parvenir à un consensus sur la question et de prendre les mesures nécessaires à l'éradication de ce problème en Afrique.

35. Dans 20 pays africains, l'Agence internationale de l'énergie atomique a continué à soutenir les actions en faveur de l'amélioration des cultures, de la gestion des ressources en eau et des sols, de la santé des animaux, de la lutte contre les insectes et les parasites et de la sécurité alimentaire, dans le but d'aider ces pays à produire durablement des denrées agricoles et une nourriture de meilleure qualité.

36. En réponse aux crises survenues dans la Corne de l'Afrique, la FAO a pris l'initiative d'effectuer un travail de sensibilisation qui a abouti à des mesures coordonnées, concrètes et rapides. En collaboration avec la France et d'autres organismes des Nations Unies, elle a organisé deux réunions en juillet et août 2011 afin de décider de mesures globales qui permettraient de résoudre les problèmes structurels de la Corne de l'Afrique. Elle a participé à plusieurs activités de suivi, qui ont produit des résultats notables : un accord chargeant la FAO d'élaborer un programme régional de subsistance devant être financé par la Banque africaine de développement et la Banque mondiale; la décision de la FAO de contribuer à hauteur de 0,3 million de dollars à l'élaboration du programme d'intervention d'urgence dans la Corne de l'Afrique, au titre de son programme d'assistance technique; et le lancement d'un mécanisme régional du PDDAA pour l'Autorité intergouvernementale pour le développement.

37. Le PAM, en collaboration avec la FAO, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, a aidé la Commission de l'Union africaine à organiser une conférence pour les annonces de contributions en faveur de la Corne de l'Afrique, afin de répondre aux besoins humanitaires immédiats et de tirer parti des principes et des cadres instaurés par les Africains eux-mêmes, comme le PDDAA. Suite à cette conférence et à l'appel lancé en août 2011 par l'Union africaine pour venir en aide aux pays touchés par la sécheresse dans la Corne de l'Afrique, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a déployé des moyens techniques pour aider la Commission à gérer les annonces de contributions.

38. Le PAM a fourni un appui technique dans le cadre de l'établissement du texte définitif des principes directeurs de l'aide humanitaire et de la stratégie de gestion des catastrophes naturelles de l'Afrique, politique qui énonce les règles, les critères et les principes relatifs aux divers aspects et à la portée de l'action humanitaire en Afrique. Il a dans ce contexte aidé la Commission économique pour l'Afrique et l'Agence de planification et de coordination du NEPAD à mener une étude de faisabilité relative aux systèmes de réserves alimentaires pour les urgences humanitaires en vue d'identifier les mesures qui pourraient être prises au niveau régional pour garantir que les réserves alimentaires soient toujours et partout suffisantes.

E. Industrie, commerce et accès aux marchés

39. Le groupe a continué d'aider les organisations régionales et sous-régionales africaines à renforcer leurs capacités de production en matière de commerce et d'accès aux marchés et à assurer une industrialisation durable à l'échelle du continent.

40. L'ONUDI a continué à exécuter des projets destinés à soutenir les priorités en matière d'industrialisation définies par le NEPAD. La politique de soutien à l'Union africaine s'est poursuivie, avec le lancement du Plan d'action pour le développement industriel accéléré de l'Afrique, assorti de sa stratégie de mise en œuvre. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a apporté une contribution précieuse dans le cadre de la rédaction d'un document relatif aux questions liées à « L'essor du commerce intra-africain », thème de la dix-huitième session ordinaire de l'Assemblée de l'Union africaine, en montrant comment les migrations peuvent contribuer à cet essor, notamment grâce à l'installation de postes frontière à guichet unique, dans l'esprit des priorités définies par le NEPAD dans le domaine du commerce et des infrastructures du continent.

41. En juillet 2011 a été réalisé, sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le troisième Examen global de l'Aide pour le commerce, afin d'évaluer les résultats obtenus depuis le lancement de l'initiative en 2005. L'examen reposait essentiellement sur un exercice de suivi organisé par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Organisation internationale du Travail (OIT) et composé de plus de 140 questionnaires et de 275 études de cas présentées par les participants à l'initiative. En collaboration avec l'OMC et l'OCDE, la Commission économique pour l'Afrique a publié un document intitulé « African case stories: a snapshot of Aid for Trade on the ground in Africa », dans lequel, d'une part, elle passe en revue les flux financiers générés par l'Aide pour le commerce et des exemples de cas concrets sur le continent, et d'autre part, tire des enseignements et répertorie les pratiques optimales en vue d'accroître l'impact de cette initiative.

42. L'OMC et ses organisations partenaires au sein du Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce ont entrepris l'élaboration d'un cadre de travail fondé sur l'emploi de critères multiples pour l'analyse des décisions afin d'aider les pays en développement à faire du renforcement de leurs capacités dans le domaine sanitaire et phytosanitaire une priorité, et à améliorer leur efficacité et leurs processus décisionnels en la matière. Ce cadre a été appliqué avec succès au Mozambique et en Zambie en avril et juillet 2011; puis un atelier régional s'est tenu en Afrique du Sud pour inculquer aux spécialistes des questions sanitaires et phytosanitaires d'autres pays africains les connaissances nécessaires à l'application de cette nouvelle méthode.

43. Comme le prévoit le cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés, la CNUCED a aidé la Gambie et le Mozambique à définir les modalités de mise à jour de leur étude diagnostique sur l'intégration commerciale; cette étude vise à identifier les freins à la compétitivité, notamment dans les secteurs à forte croissance et à fort potentiel en matière d'exportation. La CNUCED a organisé un atelier régional sur le thème « Comment mettre le commerce au cœur des politiques » pour aider le Cameroun, Djibouti, la Guinée-Bissau, le Mali, la République démocratique du Congo et le Togo à mieux intégrer le commerce dans leurs plans nationaux de développement respectifs.

44. Afin d'aider les négociateurs défendant les intérêts du commerce africain à Genève, la CNUCED a élaboré le projet de la Déclaration d'Accra relative au cycle de négociations de Doha de l'OMC pour la septième session ordinaire de la Conférence des ministres du commerce de l'Union africaine qui s'est tenue en novembre et décembre 2011. La Déclaration a été adoptée et présentée à l'OMC lors de sa huitième conférence ministérielle. Le Système douanier automatisé mis en place avec le soutien de la CNUCED a permis aux pays africains de réduire le délai de dédouanement, qui est passé de plusieurs semaines à quelques jours, ainsi que leur coût. Cela a également permis d'augmenter les recettes douanières de l'ordre de 15 % à 60 %. Une quarantaine de pays africains ont bénéficié de ce programme en 2011. La CNUCED a également soutenu la Communauté de développement de l'Afrique australe et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe en leur offrant des formations spécialisées et des conseils sur les questions relatives au commerce des services et en les aidant à élaborer des cadres de libéralisation des services.

45. Sous l'égide du Centre du commerce international a été mise en œuvre une stratégie de commercialisation de la production de gomme arabique obtenue à partir de la sève de l'acacia; elle a permis aux producteurs locaux, à qui on avait fourni des trousseaux de démarrage contenant de petits outils manuels et du matériel de clôture, d'accroître nettement leurs sources de revenus, ce qui a favorisé l'essor de cette production. Le Burkina Faso et le Mali ont demandé à bénéficier d'interventions similaires et ont soumis des projets de financement au titre du cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce renforcé avec le Centre du commerce international. En Afrique centrale, ce dernier a contribué à l'élaboration et à la mise en œuvre de stratégies de développement sectorielles dans la filière café au Cameroun et en République démocratique du Congo. Ainsi, suite à l'installation dans les villages de producteurs de stations de lavage du café respectueuses de l'environnement et aux démonstrations sur leur fonctionnement qui ont été faites, la production récoltée en 2011 a rapporté aux producteurs un bénéfice majoré de 25 % par rapport aux prix de 2009/10.

46. Dans le cadre de son projet relatif aux mesures non tarifaires, le Centre du commerce international mène des enquêtes dans les entreprises des États membres africains pour déterminer les obstacles non tarifaires qui freinent leurs exportations et mieux leur donner les moyens d'accroître leur commerce inter et intrarégional. Ces enquêtes ont conduit l'Union africaine à adopter la décision sur la stimulation du commerce intra-africain et la création de la zone continentale de libre-échange annoncée lors de la Conférence des ministres du commerce de novembre et décembre 2011.

F. Environnement, population et urbanisation

47. Le groupe thématique « Environnement, population et urbanisation » s'intéresse en priorité aux défis que constituent l'accroissement de la population, les migrations, l'explosion urbaine, la dégradation de l'environnement et l'absence de statistiques démographiques.

48. Le groupe a poursuivi la mise en œuvre de son plan d'action 2010-2012, qui a été aligné sur le Programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine. Parmi les principaux domaines d'appui, priorité a été donnée au soutien apporté à la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement et à la formulation de la position commune africaine aussi bien pour la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Durban (Afrique du Sud) que pour la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (Conférence Rio +20) qui aura lieu à Rio de Janeiro (Brésil).

49. Dans le cadre des préparatifs de cette dernière conférence, la Commission économique pour l'Afrique a organisé à Addis-Abeba la Conférence régionale préparatoire africaine de Rio +20, en coopération avec la Commission de l'Union africaine et la Banque africaine de développement et en partenariat avec le Département des affaires économiques et sociales, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le PNUD. Cette conférence a adopté la Déclaration consensuelle de l'Afrique à Rio +20, qui a été approuvée par l'Union africaine lors du sommet de janvier 2012. Le secrétariat de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes a joué un rôle important, qui a abouti à cet appel, lancé dans la Déclaration consensuelle, à consolider les engagements pris en vue d'accomplir des progrès dans les domaines cruciaux du développement durable de l'Afrique, notamment le renforcement de la préparation aux risques de catastrophe et l'atténuation de ces derniers.

50. Pendant la période considérée, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le PNUE ont coparrainé le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat en fournissant des données permettant de mener des recherches sur la question, grâce au réseau des services météorologiques nationaux. L'OMM collabore avec les communautés économiques régionales à la mise en œuvre de programmes météorologiques et hydrologiques en Afrique.

51. En juin 2011, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et le PNUE ont lancé une nouvelle initiative dans le cadre de laquelle ils travaillent avec le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, la République-Unie de Tanzanie et le Rwanda pour promouvoir l'utilisation rationnelle de l'énergie dans les bâtiments et moderniser les codes de la construction aux niveaux national et municipal, en mettant en place de nouvelles normes en phase avec les réalités de la

région. Dans le cadre du Plan d'action de Bamako, 14 pays africains ont entrepris l'examen de leurs politiques et cadres législatifs en matière de droit foncier et urbain, afin de rendre plus accessible la possession légitime. Huit de ces pays ont pris d'autres mesures visant à améliorer leur gestion des terres et leur système administratif, au vu des possibilités offertes par une urbanisation rapide.

52. Le PNUE a continué à appuyer la mise en œuvre des mesures relatives aux ressources marines, côtières et d'eau douce de l'initiative pour l'environnement du NEPAD en appliquant la Convention d'Abidjan relative à la coopération en matière de protection et de mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre et le texte amendé de la Convention de Nairobi pour la protection, la gestion et la mise en valeur du milieu marin et côtier de la région de l'océan Indien occidental. L'Organisation maritime internationale (OMI) s'emploie elle aussi à militer pour des transports maritimes plus sûrs et un environnement propre en renforçant les capacités en matière de prévention de la pollution marine et de protection du milieu marin.

53. Avec le soutien d'ONU-Habitat, les participants au programme du NEPAD sur les villes se sont réunis en décembre 2011 à Durban en marge de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques pour une session intitulée « La Convention de Durban relative aux gouvernements locaux : s'adapter au changement climatique », afin de partager les données d'expérience recueillies et de parvenir à mieux faire comprendre que l'adaptation aux changements climatiques est cruciale à la réalisation des objectifs de développement local et de durabilité. En collaboration avec le PNUD, le PNUE, le secrétariat de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et la International Emissions Trading Association, la CNUCED a organisé en juillet 2011 le troisième Forum africain du carbone, qui a renforcé les liens entre les responsables du projet de mécanisme pour un développement propre et le groupe des investisseurs dans la région, et servi de cadre d'échange de connaissances entre responsables de projets et acheteurs.

54. ONU-Femmes a soutenu des activités visant à donner plus voix au chapitre aux femmes et à renforcer leur rôle dans l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets; au nombre de ces activités, figuraient notamment des actions de mobilisation réclamant un financement de la lutte contre les changements climatiques qui tiennent compte de la problématique hommes-femmes, mais aussi qu'une plus grande place soit accordée aux associations de femmes dans les services rémunérés de protection de l'environnement qui existent dans 14 pays africains.

55. Afin de mieux faire comprendre comment les services liés à la météorologie, au climat et aux ressources en eau favorisent le développement socioéconomique des pays les moins avancés, notamment dans les domaines prioritaires définis par le Programme d'action d'Istanbul, le Bureau du Haut-Représentant pour les pays les moins avancés a organisé en novembre 2011 avec l'OMM un atelier sur les modalités de coordination et de partenariat visant à accroître les bénéfices dans ces domaines. Cet atelier a permis aux participants de mieux saisir la portée du Programme d'action d'Istanbul et de mieux apprécier les bénéfices pouvant être tirés de la mise en œuvre des divers programmes de l'OMM.

56. Pendant la période considérée, la Stratégie internationale de prévention des catastrophes a contribué au renforcement de l'engagement international pris par l'Afrique dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe, qui s'est

traduit par une participation active au dispositif mondial pour la réduction des risques de catastrophe et par l'augmentation du nombre de rapports établis sur les progrès réalisés au titre du Cadre d'action de Hyogo pour 2005-2015. Grâce à cela, 33 programmes de mise en œuvre de stratégies de réduction des risques de catastrophe au niveau national sont désormais en vigueur sur le continent africain, de même qu'un programme régional au niveau ministériel.

57. L'Organisation mondiale du tourisme, en collaboration avec l'ONUDI, fournit une assistance dans le cadre de la lutte contre la dégradation du milieu marin et des zones côtières des régions transfrontalières, par l'intermédiaire d'un projet sur le tourisme en région côtière financé par le Fonds pour l'environnement mondial et auquel participent neuf pays d'Afrique subsaharienne.

58. Dans le domaine des migrations, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, en coopération avec l'OIM, a organisé en juin 2011 un débat d'experts sur le thème « Afrique et migrations internationales » afin de sensibiliser à la question de l'impact des migrations sur le développement du continent. La réunion a permis de sensibiliser les organismes des Nations Unies à la place de l'Afrique dans les migrations internationales et de définir des domaines de travail prioritaires afin de faire avancer la question de l'incompatibilité des migrations avec le développement, dans la perspective du Dialogue de haut niveau sur les migrations internationales et le développement prévu en 2013.

59. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a permis le retour dans leur pays de près de 42 000 réfugiés et d'environ un million de personnes déplacées, essentiellement en Afrique centrale et dans la région des Grands Lacs, et notamment dans l'Est et dans la Corne de l'Afrique. Dans la plupart des cas, les rapatriés ont retrouvé des régions extrêmement pauvres et dévastées et ont eu besoin d'être assistés pour que leur retour puisse s'inscrire dans la durée.

G. Développement social et humain

60. Le groupe thématique du développement social et humain compte six sous-groupes : santé, VIH/sida, paludisme, tuberculose et autres maladies infectieuses; éducation et ressources humaines; problématique hommes-femmes, jeunesse et développement; bien-être, protection sociale et traite des êtres humains; travail et emploi; sport et culture. Il a progressivement pu faire cadrer son programme de travail avec les priorités du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

61. Dans le cadre du volet consacré à la santé, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a continué à collaborer avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (BCAH) et d'autres partenaires à l'appui de la mise en œuvre des accords de coopération portant sur la prévention des maladies dont le transport aérien favorise la propagation. En Afrique, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a mis en œuvre plus de 30 projets dont l'objet est d'intégrer des services de radiothérapie dans les systèmes publics de santé, afin que les services de cancérologie soient accessibles à tous, efficaces et abordables. Elle a dispensé des formations axées sur les soins en radiothérapie, la physique médicale et la gestion des services de radiothérapie à des radiothérapeutes, des médecins, des infirmières et des techniciens en radiothérapie. Ces initiatives ont sensiblement amélioré les soins prodigués et les conditions de travail du personnel spécialisé en radiothérapie.

62. Le Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux (FNUPI) a appuyé le renforcement des services de vaccination de 12 pays africains, en les aidant à mettre en place des mesures de surveillance générale de la rougeole. Il s'est associé à l'UNICEF pour distribuer des moustiquaires imprégnées d'insecticide longue durée à travers le Cameroun, la Guinée équatoriale, le Libéria et la Sierra Leone.

63. Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), en partenariat avec l'UNICEF et l'OMS, a continué à soutenir la Campagne pour l'accélération de la réduction de la mortalité maternelle en Afrique (CARMMA). Outre les actions de consolidation des efforts de mobilisation sociale suscités lors du lancement de la Campagne, plusieurs pays ont modifié leurs dispositifs de réduction de la mortalité maternelle en instaurant la gratuité des soins de santé pour les femmes enceintes ou allaitantes.

64. En octobre 2011, l'OMS a fourni une assistance technique à l'atelier organisé par l'Union africaine et l'Inde pour favoriser l'échange d'expériences concrètes, d'informations et de compétences en matière de médecine traditionnelle. Cet atelier a abouti à l'établissement d'un plan d'action relatif à la médecine traditionnelle, que l'Union africaine et l'Inde exécuteront conjointement. En décembre 2011, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a joint ses efforts à ceux de l'OMS pour faciliter l'accès des pauvres aux produits pharmaceutiques dans les pays en développement. En Éthiopie et en Ouganda, elle a entamé des études sur la fabrication locale de médicaments, l'objet étant de mettre en lumière les clefs du succès du transfert des technologies pharmaceutiques et de faire en sorte que la production et l'accès aux médicaments soient durables dans les pays en développement.

65. Afin de développer les capacités en Afrique, l'Agence du NEPAD, soutenue par le PNUD, a sélectionné 80 spécialistes africains du développement des capacités, qui peuvent être sollicités pour aider à la mise en place du Cadre stratégique pour le développement des capacités au niveau des pays et des régions. L'expertise africaine en développement des capacités est de ce fait plus importante, ce qui correspond au souhait de l'Agence de moins recourir à des experts non africains. L'Agence, le PNUD et les gouvernements africains font actuellement le point sur les capacités des pays et élaborent, avec ces experts, des stratégies nationales de développement des capacités, en vue du prochain rapport du NEPAD sur le développement des capacités de l'Afrique.

66. Le FNUPI a soutenu les programmes communs de l'ONU consacrés aux adolescentes du Libéria et du Malawi, à l'éducation des filles somaliennes réfugiées en Éthiopie et à l'évaluation de l'intérêt d'introduire des cuisinières et des combustibles non polluants en Afrique subsaharienne, notamment en termes de santé et de viabilité. Le PNUD a dispensé des formations qui portaient sur le secteur privé et la création de marchés ouverts à tous à plus de 60 participants venus de 29 pays africains, dont 24 agents de liaison de bureaux de pays du PNUD et des responsables gouvernementaux, du NEPAD et du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA). Les formations ont porté sur les fondements de la création de marchés ouverts à tous, l'évaluation, le choix et la mise en place de chaînes d'approvisionnement locales et nationales, les moyens de favoriser et de négocier les partenariats et la valorisation de la chaîne d'approvisionnement régionale.

67. L'Organisation mondiale du commerce (OMC) a organisé en Afrique, aux niveaux national et régional, des actions d'assistance technique visant à renforcer les capacités humaines et institutionnelles dans le secteur du commerce multilatéral. Environ 34 % de ces actions ont eu lieu dans des pays africains et près de 2 500 participants ont suivi des formations entre juillet et décembre 2011. Ces actions ont porté sur des sujets actuellement abordés dans le cadre des négociations du Programme de Doha pour le développement, comme l'agriculture, l'accès aux marchés des produits non agricoles, la facilitation du commerce et diverses questions liées au développement.

68. Le Centre du commerce international a dispensé une formation intensive portant sur les outils d'analyse du marché et du potentiel d'exportation des marchés clefs à sept experts chargés du commerce à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Ces experts ont mené et publié cinq études régionales sur le potentiel d'exportation de certains produits et élaborent désormais des bulletins d'information consacrés au marché des secteurs prioritaires de la CEDEAO. En 2011, deux formations portant sur l'aquaculture et la riziculture ont été organisées en Chine avec le soutien de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et ont été suivies par 54 experts et techniciens.

69. L'AIEA a contribué au renforcement des capacités institutionnelles des pays africains en trouvant des emplois aux experts issus des centres de formation mis en place par les États Membres ou en les recrutant. Entre mai 2011 et janvier 2012, elle a accordé 183 bourses, participé à l'organisation de 54 visites scientifiques et dispensé 99 formations auxquelles plus de 1 000 personnes ont participé.

H. Science et technologie

70. Le groupe thématique science et technologie soutient particulièrement la mise en œuvre du Plan d'action consolidé de l'Afrique pour la science et la technologie, qui repose sur trois piliers interdépendants : le renforcement des capacités, la production de connaissances et l'innovation technologique. Ses membres ont continué à soutenir les efforts que les pays africains fournissent pour transformer leurs économies en économies fondées sur la connaissance.

71. Avec le concours de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), la Commission de l'Union africaine a mis en œuvre le plan d'action de la deuxième Décennie de l'éducation pour l'Afrique et mené les actions suivantes : validation du cadre légal de l'observatoire de l'Union africaine pour l'éducation; inauguration de l'Université panafricaine et approbation de ses statuts; approbation de la Convention régionale sur la reconnaissance des études et des certificats, diplômes, grades et autres titres de l'enseignement supérieur dans les États d'Afrique lors de la Conférence des ministres de l'éducation de l'Union africaine.

72. Pour promouvoir la formation dans les pays africains, l'Union internationale des télécommunications a mis en place un réseau de centres de formation supérieure, celle-ci étant dispensée à distance ou en présence des participants. En 2011, 18 formations ont été organisées, une quinzaine en présence des participants et trois en ligne. Environ 600 cadres ont suivi ces formations, qui portaient sur les thèmes suivants : politique et régulation; entreprise et gestion; nouvelles technologies et services; accès universel et développement rural.

73. L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) a tenu la Conférence régionale sur l'appui à la technologie et à l'innovation et des réunions portant sur le transfert de technologies, dont, en février 2012, un forum régional consacré à l'appui à l'innovation, afin d'aider les pays africains à mettre en place une infrastructure de gestion de la propriété intellectuelle et d'appui à l'innovation, tel que le transfert de technologies aux universités.

74. L'Université des Nations Unies a continué à apporter son soutien à l'Initiative sur les indicateurs de la science, de la technologie et de l'innovation en Afrique en aidant à l'élaboration d'un rapport consacré aux perspectives de l'innovation en Afrique, paru en 2011.

I. Communication, plaidoyer et sensibilisation

75. L'objectif principal de ce groupe thématique coordonné par le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique et coprésidé par la Commission de l'Union africaine est de promouvoir les activités de plaidoyer et de mobiliser des soutiens en faveur de la mise en œuvre des priorités du NEPAD aux niveaux international et régional. Pour obtenir des résultats tangibles, les responsables de la communication au sein du système des Nations Unies ont été priés de contribuer à donner de l'Afrique une image plus positive et à présenter l'Agence du NEPAD comme un nouveau modèle de pensée et d'action en Afrique.

76. Le deuxième Dialogue régional des médias, consacré au rôle des médias dans le développement de l'Afrique, a été organisé en juin 2011 par le Groupe de mobilisation et de communication du mécanisme de coordination régionale pour l'Afrique. Il avait pour but de mieux cerner et appuyer les priorités de développement que poursuit l'Union africaine par l'intermédiaire du NEPAD, en faisant des médias un partenaire du développement de l'Afrique et en les encourageant à donner plus de visibilité aux activités menées dans ce cadre.

77. De plus, le Bureau du Conseiller spécial a continué d'appeler l'attention sur les difficultés de développement de l'Afrique en publiant des notes d'information concernant les perspectives de réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, les termes de l'échange entre les pays les moins avancés du continent, ainsi que les rapports entre fiscalité et développement en Afrique. Ces notes, établies à l'intention des législateurs et des partenaires de développement, offrent un autre point de vue sur les grands problèmes de l'Afrique en matière d'économie et de développement.

78. Le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique, en collaboration avec le Département de l'information et la Commission économique pour l'Afrique, s'est associé à l'Agence du NEPAD afin d'organiser en octobre 2011 une série de manifestations de haut niveau pour célébrer au Siège de l'ONU le dixième anniversaire de la création du NEPAD. Ces commémorations ont été l'occasion d'approfondir à tous les niveaux la réflexion sur une décennie marquée par le changement et le progrès et d'engager à nouveau les organismes de développement du monde entier, y compris le système des Nations Unies, à consolider leurs partenariats à l'appui des priorités du NEPAD. Elles ont permis de mettre en avant les réalisations remarquables de certaines initiatives cruciales, notamment le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine et le Programme de développement des infrastructures en Afrique, de même que le

Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, qui a démontré les effets positifs de la bonne gouvernance sur le développement socioéconomique de l'Afrique et fait ressortir l'importance de l'aide internationale pour l'exécution des programmes d'action nationaux.

79. Le Département de l'information a apporté son concours au NEPAD en faisant paraître le magazine *Afrique Renouveau*, qui contient des articles en anglais et en français sur les réalisations accomplies et les défis rencontrés par le NEPAD. La publication compte chaque mois 45 000 lecteurs de sa version papier et 59 000 visiteurs sur son site Internet. Le Département s'appuie en outre sur Facebook et Twitter pour sensibiliser le public au développement économique de l'Afrique. En décembre 2011, son profil Twitter était suivi par 9 300 personnes en anglais et 5 290 en français. De surcroît, les médias mondiaux et africains ont repris quelque 1 200 articles courts initialement parus dans *Afrique Renouveau*.

80. En partenariat avec Africa Investor, NYSE Euronext et le Pacte mondial, le Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique a organisé en septembre à la Bourse de New York un déjeuner de travail avec des chefs d'État et de gouvernement africains sur les questions d'investissement, en vue d'encourager les principaux investisseurs mondiaux à nouer des partenariats et faire des investissements au profit de l'intégration économique régionale en Afrique.

81. Le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) a plaidé au sein de toutes les grandes instances politiques pour la définition d'une position africaine commune sur le sida, qui a ensuite été présentée lors de la réunion de haut niveau de l'ONU sur le sida tenue en juin 2011. De même, ONUSIDA a défendu la cause du développement de l'Afrique au sein du Forum Inde-Afrique, lors des réunions au sommet des chefs d'État de l'Union africaine et durant la table ronde internationale sur la collaboration entre la Chine et l'Afrique dans le domaine de la santé.

82. Dans le cadre de l'entreprise de sensibilisation, la CEA a continué de surveiller les tendances économiques dans les pays africains et de rendre compte de ses constatations à cet égard par l'entremise de publications phares, parmi lesquelles le *Rapport économique sur l'Afrique*, le *Rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement* et l'*Examen mutuel de l'efficacité de l'aide au développement*. Elle a également mené des activités consultatives en vue de faire mieux entendre la voix de l'Afrique et afin que le continent soit mieux représenté dans le débat sur la réforme financière internationale et au sein du Groupe des Vingt.

III. Questions de politique générale concernant la mise en œuvre du Nouveau Partenariat

A. Renforcement du système de groupes thématiques et de la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union africaine

83. Au cours de la période considérée, le système des Nations Unies a accentué son appui à la mise en œuvre du NEPAD et du programme décennal de renforcement des capacités de l'Union africaine. La douzième session du Mécanisme de coordination régionale, qui s'est tenue en novembre 2011, a marqué un tournant dans l'exécution du programme décennal en examinant son projet de programme de

travail global sur l'appui du système des Nations Unies au programme de renforcement des capacités de la Commission de l'Union africaine. Dans le rapport sur les travaux de cette session figuraient les conclusions d'une évaluation des besoins réalisée au niveau des départements de la Commission suivant les orientations du secrétariat conjoint du Mécanisme. Des recommandations ont été formulées pour l'élaboration d'un mécanisme efficace de suivi et d'évaluation du programme de travail du programme décennal.

84. Durant la période à l'examen, les neuf groupes thématiques du Mécanisme ont continué à aider la Commission à assurer le service des réunions au sommet de l'Union africaine, la mise en œuvre de divers programmes en faveur du développement de l'Afrique et la prise en compte systématique dans leurs travaux de questions transversales telles que la problématique hommes-femmes et l'emploi. La plupart des groupes ont pu mettre la dernière main à leurs plans d'action et les aligner sur les priorités de l'Union.

85. De plus, le sous-groupe sur l'environnement a organisé en mars 2012 des consultations et un atelier de formation au renforcement des capacités à l'intention du groupe africain de négociateurs afin de donner au Groupe des États d'Afrique les moyens de formuler au mieux la position du continent en vue de la Conférence Rio +20.

86. Le sous-groupe sur la culture et le sport s'est employé avec l'Union africaine à définir les modalités d'action et le cadre institutionnel de l'aide coordonnée des Nations Unies dans le domaine de la culture. Il a ainsi plaidé pour le respect de la propriété intellectuelle et sensibilisé les pouvoirs et les artistes locaux à ce thème, permettant à ces derniers de toucher des droits déclarés et harmonisés sur l'exploitation de leurs œuvres dans les zones touristiques.

B. Appui à la mobilisation de ressources financières pour la mise en œuvre du Nouveau Partenariat

87. Les efforts constants déployés par le Fonds monétaire international (FMI) pour alléger la dette dans le cadre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE) et de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) ont contribué à réduire le fardeau des pays pauvres très endettés et libéré des ressources pour la lutte contre la pauvreté. Fin 2011, 26 pays d'Afrique subsaharienne avaient atteint le point d'achèvement de l'Initiative PPTE et bénéficié d'un allègement de dette de plus de 6 milliards de dollars de la part du FMI au titre de l'Initiative PPTE et de l'IADM. Concernant l'Initiative PPTE, les Comores, la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Tchad ont dépassé le point de décision mais n'ont pas encore atteint le point d'achèvement.

88. L'OIM s'appuie sur des partenariats pour mener à bien le projet d'établissement d'un institut africain d'envois de fonds, qui vise à recommander les directives à suivre et les mesures réglementaires à adopter pour mieux tirer parti des fonds rapatriés.

89. Le Programme des Nations Unies pour le développement a apporté un important concours financier et technique à l'élaboration et au perfectionnement de la Plate-forme africaine pour l'efficacité du développement, qui est devenue un forum Sud-Sud de premier plan dans le domaine du renforcement des capacités et de l'efficacité de l'aide au développement. Cette plate-forme dispose d'une

bibliothèque comprenant 1,5 million de documents, compte plus de 700 adhérents, tient un site Web qui reçoit 300 000 visites par mois, est citée presque tous les jours dans la presse et entretient des partenariats avec des organismes tels qu'Oxfam et l'Institut de la Banque mondiale.

C. Questions transversales

90. ONU-Femmes soutient le NEPAD en œuvrant à l'autonomisation des femmes rurales, dont le rôle est considéré comme essentiel dans le développement agricole et rural et l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique. Ses activités consistent notamment à peser sur les décisions de politique générale en faisant en sorte que les questions intéressant les femmes rurales soient prises en considération dans la planification du développement national. Au Mali, par exemple, l'Entité a aidé le Gouvernement à intégrer la problématique hommes-femmes dans sa stratégie de planification et de budgétisation ainsi que dans ses outils opérationnels. La lettre circulaire traitant de l'élaboration du budget national pour 2012 a introduit pour la première fois le souci de l'égalité des sexes dans la planification et la budgétisation.

91. Le FNUAP a prêté son concours à l'exécution des programmes de l'Union africaine en faveur de la jeunesse, en particulier le Corps de jeunes volontaires et la Charte africaine de la jeunesse. Dans le cadre des politiques foncières, ONU-Habitat s'attache à élaborer un cadre et des directives de nature à garantir un accès équitable à la terre, en particulier pour les groupes vulnérables.

92. L'UNESCO a contribué à la création, en République démocratique du Congo, d'un centre régional de recherche et de documentation sur les femmes, l'égalité des sexes et la consolidation de la paix, en vue d'aider à promouvoir les droits fondamentaux des femmes, l'égalité des chances entre hommes et femmes et la participation des femmes dans tous les domaines d'activité. Ce centre favorisera l'élaboration de mesures et de programmes de politique générale, sur la base de travaux de recherche, en vue d'assurer une plus grande participation des femmes aux activités de reconstruction et de développement, et entretiendra une coopération étroite avec des centres associés au sein de chaque pays membre pour faire en sorte que les décisions soient prises en meilleure connaissance de cause. Il devrait également servir d'observatoire et de centre d'information sur les questions relatives aux femmes dans la région des Grands Lacs.

D. Appui institutionnel

93. L'Union africaine ayant décidé que le NEPAD ferait partie intégrante de la structure et des rouages de la Commission de l'Union africaine, la CEA a continué d'accompagner la transformation progressive du secrétariat du Nouveau Partenariat en un organisme d'exécution de plein droit au sein de cet organe. Elle a également pris part à la formulation des orientations stratégiques de l'Agence du NEPAD pour la période 2010-2013 et à leur alignement ultérieur sur le plan stratégique de la Commission. En collaboration avec le PNUD, elle a par ailleurs aidé l'Agence à élaborer ses stratégie et plates-formes de gestion des savoirs.

94. Le PNUD a maintenu son appui technique, consultatif, financier et administratif au Comité directeur du NEPAD, au Forum pour le partenariat avec l'Afrique et au Comité des chefs d'État et de gouvernement chargé de l'orientation en facilitant leurs travaux d'élaboration de politiques, le partage d'expériences, la supervision du secrétariat et les préparatifs des sommets du Groupe des Huit et du Groupe des Vingt qui doivent se tenir respectivement au Canada et en Corée du Sud.

95. Le PNUD a favorisé le rôle moteur du NEPAD dans la consolidation d'une position africaine en vue du quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide au développement, qui a eu lieu en novembre 2011. Des représentants des gouvernements et de la société civile de 43 pays africains ont entériné le document directif approuvé par consensus par l'Afrique sur l'efficacité du développement. Le Programme a prêté son concours à l'Agence du NEPAD lors des négociations tenues dans le cadre des réunions du Groupe intérimaire de l'après-Busan, en vue de traduire le Document final de Busan en plan d'action et d'élaborer le nouveau partenariat mondial permettant de renforcer la coopération pour le développement.

96. L'OIM a fait bénéficier l'IGAD de son expertise et de son assistance financières et techniques afin de définir des cadres de politique générale de migration à l'échelle régionale, en application de la décision prise par l'Union africaine à Banjul en 2006 qui priait instamment les États Membres et les communautés économiques régionales de faire de la politique de migration pour le continent un document de référence dans l'élaboration des cadres de politique générale de migration, de portée tant nationale que régionale.

97. L'appui fourni par la FAO a notamment consisté à détacher auprès de l'Agence du NEPAD du personnel et à mettre à sa disposition des consultants sur de courtes périodes, de sorte que celle-ci puisse assumer le rôle technique de premier plan qui lui revient dans l'exécution du programme africain de lutte contre la faim et la malnutrition. Des effectifs ont également été détachés auprès de la Commission de l'Union africaine, de la CEDEAO, de l'IGAD et de la SADC afin de renforcer les capacités de ces organismes s'agissant de coordonner et de faire progresser la mise en œuvre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine dans leurs régions de compétence respectives.

98. Dans le cadre du Programme détaillé, le PAM a dépêché un consultant chargé d'aider à mettre la dernière main à la politique-cadre de l'Union africaine pour ce qui est des affaires humanitaires et des activités relatives à la constitution de réserves alimentaires d'urgence, notamment en participant à des discussions techniques réunissant de multiples institutions à l'échelle mondiale, et d'organiser des consultations avec les acteurs régionaux de l'Afrique sur la question de ces réserves.

E. Défis et obstacles

99. Les participants à la douzième session du Mécanisme de coordination régionale ont pris note des principales difficultés rencontrées par les groupes thématiques, notamment le manque de moyens financiers pour appuyer la mise en œuvre des plans d'action et utiliser les technologies et réseaux informatiques pour la tenue des réunions et l'échange d'informations. Ils ont en outre appelé à une normalisation renforcée des rapports établis par les groupes thématiques et à l'élaboration d'un rapport de synthèse des travaux de tous les groupes axé sur les réalisations accomplies, les difficultés rencontrées et les possibilités d'amélioration de l'action menée.

100. Aux fins d'une meilleure coordination, il convenait de se concentrer sur la mise au point d'indicateurs de suivi et d'évaluation des travaux des groupes ainsi que sur la création de synergies entre le Mécanisme de coopération régionale et les mécanismes de coordination sous-régionale.

IV. Conclusions et recommandations

101. Avec la désignation de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD comme institution responsable de l'exécution du programme de développement du NEPAD fixé par l'Union africaine s'ouvre une nouvelle phase de mise en œuvre du NEPAD. Par l'intermédiaire des neuf groupes thématiques du mécanisme de coordination régionale, le système des Nations Unies s'emploie de façon très active à soutenir les priorités sectorielles des projets et programmes du NEPAD. Ce soutien est de plus en plus axé sur quatre domaines principaux : le financement des programmes et des projets; le renforcement des capacités et des institutions; et les activités de sensibilisation et de normalisation.

102. Dans un contexte de raréfaction des ressources allouées aux programmes de développement, les organismes de l'ONU devraient fournir un appui plus ciblé et plus coordonné aux pays africains, afin de mobiliser au mieux les ressources nécessaires au développement du continent, et notamment aux projets et programmes du NEPAD. Le système des Nations Unies devrait tout particulièrement aider les pays africains à se doter des moyens de mieux mobiliser leurs ressources nationales. En outre, il devrait soutenir encore plus les efforts consentis par les pays africains en vue d'améliorer l'élaboration et la mise en œuvre des projets du NEPAD.

103. La mise en œuvre du NEPAD allant s'accélérant, le système des Nations Unies devrait tout faire pour renforcer les capacités des communautés économiques régionales et leur accorder plus de moyens financiers, car elles sont, au niveau sous-régional, le fer de lance de la mise en œuvre des priorités du NEPAD.

104. Les organismes des Nations Unies devraient trouver des moyens efficaces de resserrer leur collaboration avec la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique dans deux domaines : la mise en œuvre du programme d'activités du Plan décennal de renforcement des capacités et les initiatives de renforcement des capacités des universités africaines.

105. Les organismes du système des Nations Unies doivent mieux assurer l'échange d'informations, la gestion des connaissances et des compétences spécialisées, la collecte des enseignements tirés des données d'expérience et des pratiques de référence, afin d'optimiser le soutien qu'ils apportent au programme du NEPAD, en améliorant les effets de synergie et en évitant les doubles emplois, les chevauchements d'activités et une mauvaise exploitation des ressources.

106. Le système des Nations Unies devrait jouer un rôle prépondérant dans l'exécution cohérente, globale et coordonnée des recommandations issues de la Conférence Rio +20, notamment en renforçant les capacités de l'Agence de planification et de coordination du NEPAD afin qu'elle puisse coordonner ce processus. En outre, les organismes des Nations Unies devraient, d'une part,

intégrer les recommandations issues de Rio +20 à leurs programmes d'activités et de l'autre, participer activement au suivi de l'exécution de ces recommandations aux niveaux national, régional et mondial.

107. Dans un contexte marqué par le ralentissement économique mondial et par ses effets sur la croissance et le chômage en Afrique, le système des Nations Unies devrait renforcer ses programmes de développement socioéconomique, afin d'atténuer les conséquences de ce ralentissement sur les domaines prioritaires du NEPAD et sur les secteurs les plus vulnérables de la population.

108. Avec le ralentissement de la croissance économique mondiale et l'augmentation des prix du pétrole et des denrées alimentaires, il est crucial de mettre en place des infrastructures modernes et efficaces pour soutenir la croissance et la productivité du secteur privé, et pour favoriser l'intégration régionale. Les organismes des Nations Unies devraient resserrer davantage leur coopération technique avec l'Agence de planification et de coordination du NEPAD et les pays africains en vue de leur permettre de poursuivre les réformes institutionnelles nécessaires pour attirer des capitaux privés et nouer des partenariats entre les secteurs public et privé, pour pouvoir financer des projets d'infrastructures.

109. Les tendances actuelles laissant à penser que de nombreux pays africains ne parviendraient pas à réaliser la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement, le moment est venu pour les organismes des Nations Unies d'élaborer un cadre de résultats qui leur permettrait de mieux évaluer l'impact de leur appui au développement africain en général et celui de la mise en œuvre des priorités du NEPAD en particulier. Ce système de suivi leur permettrait aussi d'élaborer des stratégies de lutte contre les déficits d'efficacité.

Annexe

**Appui fourni par les organismes des Nations Unies
à l'Afrique : ressources financières et humaines
consacrées à l'Afrique, 2009-2011**

Entité	Nature de l'appui	Montant (en milliers de dollars É.-U.)			Part des ressources consacrée à l'Afrique (pourcentage)		
		2009	2010	2011	2009	2010	2011
Fonds commun pour les produits de base ^a	Engagements au titre des projets	25 332	3 416	11 616	52,7	10,0	98,6
Département des affaires économiques et sociales/ Bureau de l'appui au Conseil économique et social et de la coordination	Appui financier (total)	125	284	109			
Département de l'information	Ressources financières et humaines	1 186	1 162	1 152	100,0	100,0	100,0
Commission économique pour l'Afrique	Allocation au titre du chapitre 18 du budget régulier (total)	55 901	60 505	50 053			
	Allocation au titre du chapitre 11 du budget régulier (total)	613	924	542			
Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	Programmes sur le terrain (total)	312 400	342 300	325 900	43,7	37,9	37,6
	Assistance d'urgence	196 500	193 500	185 400	56,1	48,5	51,7
	Coopération technique	115 900	148 800	140 500	31,7	29,5	27,6
Agence internationale de l'énergie atomique	Fonds de coopération technique	21 640	27 366	12 922			
	Ressources extrabudgétaires	2 917	2 645	2 301			
	Programme de coopération technique (total)	24 558	30 011	15 222	29,4	26,3	18,5
Organisation internationale du Travail	Budget ordinaire	29 711	34 194	34 194	9,3	9,4	9,4
	Part des ressources humaines consacrées à l'Afrique (budget ordinaire)	21 415	23 951	23 951	9,6	9,6	9,6
Fonds monétaire international	Prêts au titre du Fonds pour la réduction de la pauvreté et la croissance	2 257 700	806 600	1 179 900			
	Subventions aux pays pauvres très endettés	154 600	1 102 900	8 000			
	Allègement de la dette pour l'Afrique subsaharienne ^b			6 218 000			
Organisation maritime internationale	Ressources financières	3	4	6			
	Ressources humaines	17	21	24			
Centre du commerce international	Ressources financières	9 083	13 166	17 319	46,6	37,7	41,1
Bureau de la coordination des affaires humanitaires	Contributions budgétisées	80 689	74 369	81 688			
	Nombre de membres du personnel sur le terrain ^c	913	949	815			

Entité	Nature de l'appui	Montant (en milliers de dollars É.-U.)			Part des ressources consacrée à l'Afrique (pourcentage)		
		2009	2010	2011	2009	2010	2011
Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique ^d	Ressources financières	2 669	4 253	4 253	100,0	100,0	100,0
Bureau d'appui à la consolidation de la paix	Fonds pour la consolidation de la paix (subventions pour interventions dans le cadre de projets stratégiques)	42 478	89 360	80 607	81,8	86,3	86,4
ONUSIDA	Appui à l'Union africaine			183			
CNUCED	Dépenses engagées pour l'Afrique	7 331	7 551	9 204	18,9	19,3	23,5
Fonds des Nations Unies pour la démocratie	Financement de projets			4 600			
Fonds des Nations Unies pour la population	Dépenses engagées au titre du programme de pays	125 100	126 200	132 200	46,4	44,2	45,8
	Nombre de membres du personnel	845	891	995	41,2	40,9	43,6
ONU-Habitat	Dépenses engagées pour l'Afrique	26 717	21 681	19 787	16,0	10,0	9,0
Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	Dépenses budgétisées	1 754 000	1 878 000	1 936 000	38,0	36,0	40,0
	Nombre de membres du personnel	6 006	6 319	6 877	49,0	48,0	50,0
Fonds des Nations Unies pour l'enfance ^e	Dépenses engagées pour l'Afrique	1 621	1 774		55,0	53,0	
	Appui aux programmes	201	174				
	Gestion et administration	120	78				
ONU-Femmes ^f	Ressources financières		40 189	45 158		20,0	23,0
Organisation mondiale du tourisme ^g	Programme régulier (total)	18 571	15 354	15 917	1,3	1,4	0,9
Université des Nations Unies ^h	Ressources financières (estimation du total)			8 610			

Source : Institutions, départements, programmes, fonds et organismes du système des Nations Unies.

Note : Ces chiffres sont estimatifs ou provisoires, comme l'indiquent les organismes concernés.

^a Le Fonds n'a pas de bureau en Afrique et n'alloue pas de ressources au titre du personnel sur une base régionale.

^b Y compris l'assistance temporaire et/ou les décaissements au point d'achèvement.

^c Les chiffres fournis concernent le personnel déployé sur le terrain. Le personnel s'occupant des questions africaines et basé au siège, y compris le personnel de direction, n'est pas inclus.

^d Comme pour tout bureau ou département du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, le budget du Bureau du Conseiller spécial pour l'Afrique est établi sur une base biennale. Par conséquent, les données pour 2010 et 2011 représentent la moitié des dépenses totales pour l'exercice.

^e Les chiffres pour 2011 n'étaient pas disponibles au moment de la présentation du rapport.

^f Il s'agit des chiffres préliminaires des dépenses totales pour l'Afrique pour 2011. Par conséquent, les transferts d'avances aux partenaires ne sont pas inclus.

^g Ces chiffres sont estimatifs et ne reflètent pas les dépenses extrabudgétaires (y compris une partie du budget ordinaire) liées aux projets, études ou activités (au niveau local, national ou régional) qui sont souvent menés en collaboration avec divers autres programmes opérationnels sur place et sont inscrits dans leurs catégories budgétaires respectives.

^h Les chiffres sont une estimation des activités en rapport avec l'Afrique de l'ONU, établie sur la base d'une procédure d'inventaire menée par l'institution en 2011, qui inclut tous les financements, directs ou indirects, mentionnés dans les rapports, sans préciser de catégories de dépenses.